

# Relations Mali-France : Une épine dans le pied de Paris

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 15 NOVEMBRE 2021

# 974

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



L'eau potable pour tous



## L'Ambition du colonel Assimi Goita et de Niankoro Yeah Samaké



**Dr Choguel à Ségou :** "Ils ont la bouche pour parler, nous avons des idées ; nous ne parlons pas"



**Djenné :** Les populations réclament plus de sécurité



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**14** Nov. 2021

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**1230**

Nouveaux cas confirmés

**23**

Nouveaux guéris

**07**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

**141** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**11** cas graves en soins intensifs  
**344** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**16 666**

**Guéris**

**14 836**

**Décès**

**585**

dont 761 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.20



P.23



## / Une /



L'eau potable pour tous : L'Ambition du colonel Assimi Goita et de Niankoro Yeah Samaké

P.4

## / Brèves /



Mali : L'opposant Housseini Guindo accuse les autorités de tentative d'enlèvement

P.10

CEDEAO : Des décisions au détriment des aspirations des maliens

P.10

Mali : Le Premier ministre s'imprègne de la situation sécuritaire à Ségou

P.10

Mali : Les Britanniques de la MINUSMA en opération près d'Ansongo

P.11

Vie chère : Le gouvernement subventionne certains produits de base

P.11

## / Actualité /



Suivi des engagements internationaux pris par le Mali : Un atelier renforce la Commission Nationale des Droits de l'Homme

P.13

Mali-Sénégal : Moussa Marra reçoit à Dakar le Prix Citoyen model africain 2021

P.15

Dr Choguel à Ségou : "Ils ont la bouche pour parler, nous avons des idées ; nous ne parlons pas"

P.16

Djenné : Les populations réclament plus de sécurité

P.18

Riposte à la cherté de la vie : Le gouvernement subventionne des produits de première nécessité

P.19

Relations Mali-France : Une épine dans le pied de Paris

P.20

## / Politique /



Koulouba : Les autorités traditionnelles, coutumières et religieuses reçues par le Président de la Transition

P.22

Mohamed Ag Assory, analyste politique : « Entre le Premier ministre et la classe politique, c'est une guerre politique »

P.23

## / Culture & société /



Ina Maïga, lors du lancement de son livre "Patient zéro de la covid-19 au Mali : Enfer social et médiatique"

P.25

La littérature africaine perd une valeur sûre : Isaïe Biton Koulibaly est décédé

P.26

## / International /



COP26 : Un accord «à minima» au détriment des pays les plus vulnérables

P.27

Côte d'Ivoire : Premier congrès pour le FPI depuis la rupture avec Laurent Gbagbo

P.28

## / Sport /



Coupe du Monde 2022 : La Côte d'Ivoire aura un avantage pour sa « finale » face au Cameroun

P.29

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....



## L'eau potable pour tous :

## L'Ambition du colonel

## Assimi Goita et de

## Niankoro Yeah Samaké

**Yeah Samaké, l'homme qui n'a pas attendu d'être président de la République pour servir à travers ses actions sociales et le Colonel Assimi Goita qui a préféré renoncer à une partie de son salaire pour donner de l'eau à son peuple. Vraiment, diriger, c'est servir.**

L'enfant de Ouelésseboucou, en plus d'être un responsable politique, est aussi un entrepreneur social qui n'a pas attendu d'être Président de la République, comme on le voit ailleurs, pour marquer de ses empreintes une bonne partie du territoire national en termes de développement par la construction des écoles, mais aussi des adductions d'eau potable à l'intention des communautés. A ce titre, il est considéré comme

le précurseur de « la Politique de l'Action concrète au Mali ».

En effet, l'homme, à travers la Fondation Empower-Mali qu'il a créée en 2013, une organisation basée aux États-Unis, concentre ses efforts sur le travail avec les communautés rurales au Mali, en Afrique de l'Ouest pour répondre aux besoins dans les domaines de l'Éducation, de l'Accès aux soins de santé, de l'Énergie et de l'Eau potable. Il a à son actif

aujourd'hui, 43 infrastructures scolaires construites par la Fondation Empower à travers tout le Mali.

Ce n'est pas tout : la Fondation Empower-Mali, ce sont aussi plusieurs dizaines de forages d'eau et de centres de santé au Mali ! L'accès à l'eau potable fait partie des soucis majeurs de l'ancien Maire de Ouelésseboucou, qui trouve inadmissible qu'à ce jour, certains villages et même des quartiers de Bamako, la capitale malienne, soient en manque d'eau potable. C'est dans ce cadre-là que sa vision est essentiellement basée sur le développement local, afin de donner une chance à tous les Maliens, quelles que soient leurs localités, d'avoir l'opportunité d'accéder aux mêmes privilèges sociaux.

Au moment où nous mettons sous presse cet article, Niankoro dit Yeah Samaké était sur le terrain dans le cadre de l'inauguration d'un forage réalisé par ses soins dans la périphérie de Bamako. A travers le Mali, Niankoro dit Yeah Samaké a aujourd'hui à son actif plus d'une quinzaine de forages et il promet que beaucoup d'autres forages vont voir le jour. Pour ce faire, il a acheté des machines foreuses devant permettre de promouvoir l'accès à l'eau potable, qui est aujourd'hui un besoin sur pratiquement toute l'étendue du territoire national.



Occasion pour lui de saluer le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, qui a renoncé à une partie de ses avoirs pour contribuer au développement à la base. Il situe donc ses efforts dans le cadre d'un soutien à l'Etat avec qui, a-t-il tenu à préciser, il n'est pas en concurrence. Il apprécie plutôt les choses en termes de soutien à l'Etat pour subvenir aux besoins des localités reculées, convaincu qu'il est que « diriger, c'est servir le peuple et non se servir » !

Aussi entend-t-il engager une forte rivalité avec tous les partis de l'échiquier politique malien dans la voie du pragmatisme. Que ce

ne soit plus des propos bienveillants, encore moins de promesses creuses, mais que ce soient plutôt des actions concrètes qui distinguent les acteurs politiques du Mali. « Pour cela, nous les invitons à construire plus de classes, à faire plus de forages à travers le Mali et à donner plus de tracteurs comme nous le faisons, en donnant aussi des logements aux enseignants maliens pour améliorer leurs conditions des vies et de travail », a-t-il indiqué.

C'est cela, ce qu'il a appelé « la politique de l'action concrète », qu'il a engagée pour soutenir la Transition et pour soutenir le peuple

malien. « Tout ce que nous avons comme contribution, nous le ferons, et tout ce que nous pouvons apporter comme contribution, nous le ferons », indique-t-il, non pas sans appeler les Maliens à une solidarité agissante pour bâtir la nation malienne et à faire du Mali le pays le mieux envié dans la sous-région, voire dans le monde. Il faut juste pour cela : un leadership avec intégrité, et avec un peuple uni pour un objectif commun dans la foi !

■ MOCTAR SOW



## Housseini Amion Guindo - POULO

### REMERCIEMENTS

Je tiens personnellement à remercier toutes celles et ceux qui ont manifesté de la solidarité dans l'épreuve que nous venons de vivre ma famille et moi-même.

Je salue particulièrement le ministère de la sécurité avec lequel j'ai pu entrer en contact et qui s'est porté garant de ma sécurité ainsi que de celle des miens. De ce fait, j'ai pu regagner mon domicile l'esprit rassuré.  
Merci.



## Mylmo N-Sahel

### SAFA

Les Saffazies sont des alignés  
Car SAFA c'est la foi  
Tu les entendas tous parler  
A travers ma seule voix  
Je suis Un petit Granké  
Et j'ai l'Art dans le Sang  
J'ai écrits l'avenir dans mon passé  
Pour dire que le futur c'est maintenant  
N-Sahel ( les Melodies Malades )



## MALI Infos "ANW KO MALI"



Des Attaques terroristes au Burkina-Faso  
Aujourd'hui, tôt le matin vers 5h30, des terroristes lourdement armés ont attaqué le poste du détachement de la Gendarmerie en charge de la sécurité de la mine d'or industrielle d'Inata (fermée depuis 4 ans), dans la province de Soum au nord du Burkina.

Bilan Provisoire : une dizaine de gendarmes tués, des blessés. Des pick-ups et armes emportés par les terroristes. Précédemment, des individus armés ont pris d'assaut le camp Garsi, une unité anti-terroriste de la gendarmerie, en construction dans le village de Tomikorosso dans la nuit du 13 au 14 novembre.  
Bilan: des dégâts matériels dont des incendies de groupes électrogènes et bétonneuse, pas de perte de vie signalée.  
#Mali\_infos\_anw\_ko\_Mali



## Univers Média - UM



Le fils de l'ancien dirigeant libyen Kadhafi se présente à la présidentielle  
TRIPOLI, 14 novembre 2021 - Le fils du défunt dirigeant libyen Mouammar Kadhafi s'est inscrit dimanche comme candidat à la présidentielle aux élections prévues en décembre alors que les différends font rage sur les règles d'un vote proposé comme moyen de mettre fin à une décennie de violence.  
Saïf al-Islam al-Kadhafi, 49 ans, est apparu sur les photos des réseaux sociaux en robe brune traditionnelle et turban, et avec une barbe grise et des lunettes, signant des documents au centre électoral de la ville méridionale de Sebha. Un responsable a confirmé qu'il s'était inscrit.  
Kadhafi est l'une des personnalités les plus éminentes qui devraient se présenter à la présidence - une liste qui comprend également le commandant militaire de l'Est Khalifa Haftar, le Premier ministre Abdulhamid al-Dbeibah et le président du Parlement Aguila Saleh. Cependant, malgré le soutien public de la plupart des factions libyennes et des puissances étrangères pour les élections du 24 décembre, le vote est toujours incertain alors que des entités rivales se disputent les règles et le calendrier.



**Activiste Tv**  
21 m · 🌐

**ATTAQUE DU POSTE DE GUIRE, REGION DE NARA.**

Les FAMA du poste de sécurité de Guiré secteur 6, région de Nara ont vigoureusement repoussé une attaque d'un groupe armé terroriste. C'était ce dimanche 14 novembre 2021 aux environs de 14h45.

Le bilan provisoire est de :

- Côté FAMA 04 morts et 14 blessés;
- Côté assaillants 06 morts.

Aussitôt, 03 blessés ont été évacués par un hélicoptère FAMA pour leur prise en charge. Le Chef d'Etat-Major Général des Armées présente ses condoléances les plus attristées aux familles et frères d'armes des victimes et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

FAMA

## ■ H24 News



#Ayiwa#

Urgent ! Cercle de Djenné ( carrefour de Djenné\_ Bounguel\_ Somadougou ): route barrée par la jeunesse depuis 06h du matin. Les jeunes réclament la libération de Marebougou qui est sous le joug des terroristes depuis bien trop longtemps  
Ne Taara Fôlô  
Mopti va très bien

**Radio Oméga** 🌐  
14 m · 🌐

**URGENT #Burkina - 20 soldats tués** dimanche dans l'attaque du détachement de gendarmerie de Inata, Soum (Sahel), a annoncé le ministre de la Sécurité Maxime Koné à la radio nationale comme bilan provisoire.

Toute l'actualité en temps réel sur:  
[www.omegamedias.info](http://www.omegamedias.info)  
#Oméga\_TV, Canal+ 258  
La plateforme OMEGA SMS

Radio Omega Officielle

**URGENT**  
l'Info en temps réel

[www.omegabf.info](http://www.omegabf.info) | [www.omegabf.net](http://www.omegabf.net)

## ■ Radio Guintan



Des manifestations bloquent la route Bamako Mopti pour demander la fin du blocus des djihadistes sur Marebougou.



## ■ Ammy Baba Cisse



« Nous avons une crise de l'État. Il va falloir trouver des solutions. »  
Ibrahim Ikassa Maiga

"Sur plus de 2 milliards d'arriérés, l'Etat a décidé de payer 600 millions aux agents de la comatex."  
Choguel Kokalla Maiga

« Si la transition en cours a un nom, ça sera le Front Africain pour le Développement » Nouhoum Sarr

« Les maliens ne suivront personne pour déstabiliser la transition. Je promets que nous allons réactiver bientôt la comatex »  
Choguel Kokalla Maiga

« Les gens qui ont amené la comatex en faillite crient pour qu'elle soit mise sur pied » Choguel Kokalla Maiga

« Nous voulons que le nouveau président de la République vienne trouver les fondements d'un État » Choguel Kokalla Maiga

« Nous ne voulons pas d'une démocratie où on se montre chaque fois à la télévision pendant que le pays est en faillite. » Choguel Kokalla Maiga

« A partir d'aujourd'hui, c'est des Macarons( je n'ai pas dit Macron) que les chefs des villages porteront. » Choguel Kokalla Maiga

« Le Président de la transition a fait quelque chose qui ne s'est jamais fait dans l'histoire du Mali. Il a rencontré les chefs coutumiers. » Choguel Kokalla Maiga

« Nous gagnerons notre combat avec l'aide de Dieu, des jeunes, des vieux. » Choguel Kokalla Maiga

« Venez tous pour qu'on construise notre pays et le faire sortir de l'humiliation. Tout le reste n'est pas important. » Choguel Kokalla Maiga

« Les chefs coutumiers auront désormais un statut protocolaire. » Choguel Kokalla Maiga

« 80% des équipements militaires du Mali proviennent de la Russie. » Le Ministre des AE Abdoulaye Diop

« Les autorités ont suffisamment décidé à la place des populations, maintenant donnons la parole aux populations. » Ibrahim Lkassa Maiga

« Quelqu'un qui nomme peut démettre. » Ibrahim Lkassa Maiga

« Le Mali n'est pas pauvre, il était seulement mal géré. » Ibrahim Lkassa Maiga

« Nous ne sommes pas dans l'autarcie, qui gagnerait à vivre dans l'autarcie? » Ibrahim Lkassa Maiga

## NIANG TV



Urgent : La France convoque les pays de l'Union Européenne pour une réunion demain lundi pour sanctionner les autorités de la transition au Mali

NB: faisons l'union sacrée au tour de la transition



## Président de la BOAD



14 nov 2021, nous célébrons aujourd'hui les 48 ans de @boad\_official

Dorénavant nous finançons les secteurs de la santé, de l'habitat social, de l'éducation et du numérique entre autres. Nos enjeux sont toujours au cœur des attentes de nos pays et des populations #PlanDjoliba



## ■ Kati 24



Ce Dimanche 14 Novembre 2021, la population de #BANDJOUGOUBOUGOU a bénéficié d'un #forage offert par la #Fondation Empower dirigé par #Yeah\_Samaké, le président d'honneur du #PACP . Cette cérémonie d'inauguration a vu la présence des chefs de village, les religieux, les autorités locale les regroupements des femmes et plusieurs habitants de la localité.



## ■ Gandhi MÉDIA - GM



ATTAQUE DU POSTE DE GUIRE, REGION DE NARA.Ce 14 novembre 2021, Les FaMa ont neutralisés 06 assaillants.  
Bravo FaMa.

## ■ Dr Allaye Bocoum



En réalité aujourd'hui c'est la France, qui a plus besoin du Mali que l'inverse car avec elle, le Mali n'a connu que de la désolation, qu'elle nous respecte alors & on avance !

## ■ Denis Mukwege



La résurgence présumée du M23& la persistance des capacités de nuisance des ADF ne peuvent durer. La violence& l'impunité doivent cesser. Nous appelons #ONU #UE & #US à adopter de concert des sanctions ciblées sur les individus& États responsables de l'instabilité à l'Est de #RDC

## ■ Aliou DIALLO



Certains Maliens pensent que séjourner dans les régions du nord, particulièrement à #Kidal est une compétence qu'il faut mettre sur un CV.

## ■ Mamadou Ismaila KONATE



Voyez-vs la précarité de l'expression orgueilleuse de notre souveraineté nationale, mise à mal/nos frères et voisins directs, prêts à répondre à l'appel de la sirène quand il s'agira de ns assoiffer, de ns affamer et ns laisser mourrir de maladie. #Le queJ #PourLe Debout

## ■ Forces Armées Maliennes



Dans le cadre de sa prise de fonction, le Commissaire à la Réforme du Secteur de la Sécurité, le général de division Abdoulaye Coulibaly a été reçu, le vendredi 12 novembre 2021, par le CEMGA, le général de brigade Oumar Diarra.



## Mali : L'opposant Housseini Guindo accuse les autorités de tentative d'enlèvement



**Au Mali, Housseini Amion Guindo se dit victime d'une tentative d'enlèvement. « Poulo », comme il est surnommé, est l'un des principaux opposants maliens aux autorités de transition.**

« J'accuse l'alliance militaro-civile putschiste de vouloir bloquer la liberté d'expression et d'opinion. ». Actuellement caché dans le pays, Housseini Amion Guindo n'y va pas par quatre chemins. Selon lui, les autorités de Transition auraient tenté de le faire enlever à son domicile jeudi 11 novembre, en raison de son activisme politique. « J'ai déjoué cette tentative, car je connais l'appareil d'État, affirme l'ancien ministre, qui assure avoir « reçu des informations précises sur la programmation de cet enlèvement. »

### « JE REVIENDRAI POUR FAIRE FACE »

« Poulo », comme il est surnommé au Mali, est président du parti Codem et surtout du Cadre d'échange des partis et regroupements de partis politiques pour une transition réussie, qui s'oppose frontalement aux autorités. Sur l'organisation des Assises nationales, que ce Cadre appelle à boycotter, et sur la prolongation annoncée de la durée de la Transition, notamment. Ces derniers temps, Housseini Amion Guindo ne s'est pas privé de s'exprimer, lors de meetings ou dans les médias, sur ces sujets. Caché depuis trois jours, il indique s'être retiré « en lieu sûr pour [s]organiser ». « Mais je reviendrai bientôt chez moi pour faire face, annonce-t-il, et j'apporterai des preuves de ce que je dis, que je mettrai à la disposition de la justice. ». Sollicitées par RFI, ni la présidence, ni la primature n'ont donné suite.

Source : RFI

## Mali : Le Premier ministre s'imprègne de la situation sécuritaire à Ségou

Le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, s'est rendu, ce samedi 13 novembre 2021 à Ségou, où il a présidé la cérémonie de clôture du Forum National sur l'Entrepreneuriat des Jeunes et des Femmes en milieu rural. Le chef du gouvernement a ensuite rendu visite aux troupes du camp militaire Amadou Cheickou Tall de Ségou. Ce forum national, qui s'est déroulé pendant trois jours dans la cité des Balanzans, a notamment proposé comme recommandation la promotion de l'Entrepreneuriat en y investissant au moins 15% du budget des Collectivités décentralisées. Lors de cette cérémonie, Dr Choguel Kokalla Maïga, rapporte la Primature, a invité les jeunes et femmes du monde rural

## CEDEAO : Des décisions au détriment des aspirations des maliens

Réunie en sommet extraordinaire le dimanche 7 novembre, la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a décidé d'imposer des sanctions aux autorités de la Transition du Mali. « Une décision inappropriée a fait savoir le gouvernement du Mali » qui dénonce un manque de prise en compte des aspirations des Maliens de la part de la Communauté sous-régionale.

Déclarant déplorer vivement l'absence de progrès dans la préparation des élections, notamment l'absence d'un calendrier détaillé des activités pour la tenue des élections aux dates convenues, la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO a décidé d'imposer des sanctions contre les individus et les groupes qui ont été identifiés, y compris les membres des Autorités de Transition et des autres institutions de la transition. Ces sanctions seront également imposées aux membres de leur famille. Des sanctions relatives à l'interdiction de voyage et au gel des avoirs financiers des personnes concernées. Cela, en attendant d'autres sanctions lors de la prochaine session ordinaire prévue le 12 décembre 2021, si la situation devait persister, selon l'organisation sous-régionale. En réaction à la CEDEAO, les autorités de la transition malienne ont dit regretter les décisions prises lors de ce sommet extraordinaire. Elles estiment qu'elles ne tiennent pas suffisamment compte des aspirations profondes du peuple malien et des efforts déployés au quotidien par les autorités de la Transition pour relever les défis multiformes auxquels le pays est confronté et pour une stabilité durable. Néanmoins, le gouvernement du Mali a fait savoir qu'il réitère sa volonté de poursuivre le dialogue avec la CEDEAO en vue de permettre la tenue d'élections libres et crédibles dans les meilleurs délais et conditions d'organisation.

Alassane CISSOUMA / Source : Mali Tribune



aux Assises nationales de la refondation (ANR) afin de faire entendre la voix du monde rural où la grande majorité des maliens habitent. « Il faut que le monde rural puisse se reconnaître dans la façon de gouverner et de diriger le pays », a indiqué le chef du gouvernement.

Au camp de Ségou, les responsables de la région militaire ont fait un état de la situation sécuritaire qui prévaut en 4<sup>e</sup> Région au Premier ministre, précise la Primature. Le chef du Gouvernement a ensuite visité les travaux de construction de trois bâtiments sur 11 prévus, informe la même source.

M. TOURÉ / Source : L'Essor

**Mali : Les Britanniques de la MINUSMA en opération près d'Ansongo**



Des soldats britanniques, appartenant à la mission de maintien de la paix des Nations Unies, ont saisi quelques armes appartenant à un groupe de l'EIGS lors d'une opération près d'Ansongo, au Mali. Les militaires britanniques récupérant la moto laissée au milieu du gué (Crédit : MOD UK)

**En patrouille**

C'est le résultat d'une opération de 17 jours (Makara 2), menée en septembre par les soldats du Long Range Reconnaissance Group, le LRRG. Cette unité de reconnaissance est d'abord tombée sur trois membres présumés du groupe terroriste EIGS (l'État islamique dans le Grand Sahara). Ceux-ci qui ont « abandonné leurs équipements, tout en fuyant » précise un communiqué du MinDéf britannique début novembre. Plusieurs motos, armes et équipements saisis. Un des trois hommes a été arrêté alors qu'il essayait de s'échapper sur une moto à travers un plan d'eau. Lors d'une fouille dans la zone, les Britanniques du Queen's Dragoon Guards ont pu saisir « deux motos, un lance-roquette (RPG) avec des munitions, des radios et des vêtements de combat ». Quelques jours plus tard, des soldats du même régiment de la cavalerie britannique sont tombés sur deux autres hommes armés, les arrêtant après qu'ils tentaient de s'enfuir. Au bilan : « deux fusils AK47, des munitions, des radios et d'autres équipements militaires » saisis.

**L'opération Makara 2 pour stabiliser la zone**

Cette saisie ne tient pas tout à fait du hasard. L'opération Makara 2 de l'ONU a été montée après les attaques mortelles du mois d'août autour d'Ansongo, qui ont fait des dizaines de morts parmi les villageois, pour stabiliser la zone et rassurer la population locale. Le LRRG qui fournit à l'ONU « une capacité de reconnaissance spécialisée » au long cours, « en effectuant des patrouilles dans des zones reculées » avait aussi été déployée pour assister l'équipe des droits de l'homme des Nations Unies chargée d'enquêter sur cette tuerie.

**Une approche robuste du maintien de la paix**

Pour le Lieutenant-colonel Will Meddings, chef de la task-force britannique, « la clé du succès consiste à déployer des patrouilles durant de longues périodes et rester sur place », pour recueillir informations, et renseignements, notamment en dialoguant avec la population. Cela permet d'avoir « une bonne image du fonctionnement des groupes dji-

**Vie chère : Le gouvernement subventionne certains produits de base**



Au Mali, les autorités de transition s'attaquent au coût de la vie. Depuis plusieurs mois, les prix à la consommation de certains produits se sont envolés, suscitant des difficultés et du mécontentement. Pour y faire face, le gouvernement a annoncé qu'il subventionnerait certains produits de base.

**R**iz, sucre et huile alimentaire... Le mécanisme annoncé lors du dernier conseil des ministres du mercredi 10 novembre est simple : les taxes à l'importation seront réduites de moitié pour une certaine quantité de ces produits de base. Ce sera le cas sur 300 000 tonnes de riz, 60 000 tonnes de sucre et 30 000 tonnes d'huile. Les importateurs devront s'engager auprès des autorités. Ils devront répercuter cette baisse des taxes sur le prix de vente au détail, assurer la disponibilité des produits sur l'ensemble du territoire, et respecter la limite des quantités fixées.

**DES BRIGADES MISES EN PLACE**

Abdoul Wahab Diakité est le premier vice-président de l'ASCOMA, l'Association des Consommateurs du Mali. Il se réjouit, mais pas trop vite : « Si les mesures sont collectivement appliquées forcément, elles vont soulager le consommateur. Mais quand le gouvernement se retrouve à dire en conseil des ministres : "Nous subventionnons, nous subventionnons", nous avons peur. Il y a les importateurs, les demi-grossistes et les détaillants... Est-ce que réellement tous les acteurs vont y adhérer? ». Les récentes tensions autour du prix du pain, dont les tarifs officiels n'ont pas toujours été respectés par les boulangers, sont de nature à renforcer cette méfiance.

L'Association de consommateurs ASCOMA aurait d'ailleurs souhaité des consultations plus vastes de la part des autorités, et notamment une réunion du Conseil national des prix. Mais les autorités semblent déterminées à faire preuve de fermeté : elles ont déjà prévenu que des « brigades de contrôle » seraient mises en place pour assurer l'efficacité de l'opération.

Source : RFI

hadistes [et] de prendre ensuite des mesures contre eux ». Une « approche robuste » du maintien de la paix, nécessaire pour « protéger le peuple malien », selon lui.

Source : bruxelles2



# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite  
s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



## Suivi des engagements internationaux pris par le Mali : **Un atelier renforce la Commission Nationale des Droits de l'Homme**

La MINUSMA, à travers sa Division des Droits de l'Homme et de la Protection (DDHP) a organisé, du 2 au 4 novembre dernier, un atelier de formation des membres de la Commission Nationale des Droits de l'Homme du Mali (CNDH) sur la rédaction et la soumission des rapports alternatifs aux mécanismes internationaux des droits de l'homme. En effet, le Mali a souscrit à plusieurs conventions et traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il s'agit de renforcer les capacités des défenseurs des droits dans le suivi des engagements qu'il a pris.



**C**ette activité a réuni 25 membres et personnels de la CNDH dont six (06) femmes, lesquels venaient des régions de Bamako, Ségou, Mopti, Kayes et Gao. Cet atelier qui s'est tenu à Bamako, s'inscrit dans la dynamique de la Division d'encourager la coopération des différents acteurs avec les mécanismes internationaux et régionaux des droits de l'homme. Il vise notamment à mettre en exergue l'importance de la soumission des rapports alternatifs aux mécanismes interna-

tionaux et régionaux de droits de l'homme et d'échanger sur les défis et contraintes en vue de renforcer les contributions de la CNDH. On entend par « rapports alternatifs », les rapports rédigés par les institutions nationales, et les organisations de défense des droits de l'homme, qui présentent leur regard et perspective sur la situation des droits de l'homme.

**Des sessions interactives et riches en enseignement**

Facilitées par M. Kiven FONYUY, Expert en droits de l'homme de la DDHP, ces sessions de formation ont permis d'aborder diverses thématiques axées sur le système et le mécanisme universel de protection des droits de l'homme. Les présentations furent l'occasion de rappeler les principaux instruments en matière de droits de l'homme et le niveau d'engagement de l'État malien. Le rôle des organes de traité, des procédures spéciales et de l'examen périodique universel a également été

abordé.

L'atelier a mis en exergue les avantages de la soumission des rapports aux organes de traité ainsi que le processus de soumission. Un accent particulier a été mis sur les techniques de rédaction des rapports alternatifs par les Institutions nationales des droits de l'homme (INDH) ; le cycle de soumission de ces rapports et les directives relatives à la rédaction de ces rapports ainsi que les procédures y afférentes. Enfin, les participants ont échangé sur l'importance des briefings parallèles lors des sessions des comités, le traitement des recommandations de ces mécanismes et le rôle des INDH dans leur mise en œuvre.

Lors de la cérémonie de clôture des travaux, le Directeur de la DDHP, Guillaume NGEFA, a souligné l'importance de l'utilisation des rapports alternatifs pour renforcer la coopération avec les organes de traités. « **Qu'il me soit permis ici de louer le leadership du Président de la commission nationale des droits de l'homme pour avoir pris l'initiative d'adresser une question aussi importante que de doter les membres de la commission de l'expertise et de l'expérience de rédiger et de soumettre des rap-**

**ports parallèles et alternatifs aux organes des traités,** » a déclaré le M. NGEFA. « **Cet exercice, a-t-il ajouté, est extrêmement important dans la mesure où il va aider l'Etat ainsi que les autres mécanismes existants à avoir une autre vue en ce qui concerne les recommandations et la manière dont les obligations internationales souscrites par le Mali ont été effectivement mises en œuvre à travers un rapport narratif qui est un mécanisme de contrôle des droits de l'homme.** ».

### Renforcer les capacités de l'État malien dans le respect de ses obligations internationales

Le Directeur de la DDHP a également souligné la nécessité pour les différentes parties de respecter leurs obligations internationales et affirmé que le fait de soutenir ce double mécanisme de rédaction a justement pour objectif de renforcer la capacité de l'Etat malien dans le respect de ses obligations internationales et surtout de créer une jurisprudence pratique dans la promotion et la protection des droits de l'homme. « **Cette session de formation**

**nous a permis d'échanger sur l'importance de l'utilisation des rapports alternatifs qui ne sont pas des rapports de défiance ou qui cherchent à contredire les rapports de l'Etat** » ... « **mais ce sont des rapports qui complètent et renforcent ce que l'Etat a pu soumettre** » a-t-il ajouté.

Pour sa part, le Président de la CNDH, Aguiou BOUARÉ a, dans son allocution de clôture, réitéré ses remerciements à l'égard de la DDHP pour cette initiative. « **Cette session de renforcement des capacités porte sur une thématique déterminante dans notre contribution en tant qu'institution, dans la mission de protection des droits de l'homme, en ce sens qu'elle va contribuer à renforcer le partenariat et la collaboration avec les organes des traités du système des Nations Unies qui sont des partenaires privilégiés pour nous.** ».

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA



# Mali-Sénégal : Moussa Marra reçoit à Dakar le Prix Citoyen model africain 2021



**L**a mythique salle du Théâtre National Daniel Sorano a accueilli, ce samedi dans la matinée, la 6ème édition du Prix citoyen MODEL africain. Une initiative du club sénégalais MODEL dirigée par le jeune Ibrahima Khalil Niang. Au rang des lauréats, figure l'ancien Premier ministre du Mali, M. Moussa Mara. Une cérémonie riche en couleurs et en sons présidée par M. Mame MBAYE Niang, Ministre et Chef de cabinet du Président Macky Sall. Consécration d'un homme résolument engagé au service du développement et de la paix. Focus

L'ex-chef du gouvernement malien (2014-2015), Moussa MARA était porté ce samedi matin au pinacle. Ses efforts consentis toutes ces dernières années pour la paix et le développement communautaire ont payé. Il vient d'être primé dans la capitale sénégalaise par une organisation de jeunes dénommée Le MODEL. Le Parrain de cet événement qui a vu la présence de hauts dignitaires de la République, des personnalités influentes du monde associatif et du développement communautaire est Monsieur Khadre Gaye, Président de l'EMAD. Les participants ont tous magnifié le choix du thème : « Culte du travail et civisme ». Un thème qui vient à son heure.

La 6ème édition du prix citoyen MODEL riche en couleurs et sons marque un tournant dans la carrière de l'ancien Premier ministre malien Moussa MARA, lequel a fait le déplacement

de Dakar pour recevoir ce Prix. Après sa tournée politique africaine et internationale au pas de charge. À l'entame de son propos, le président du MODEL, Ibrahima Khalil Niang a souhaité la bienvenue à l'assistance et à ses illustres invités. Revenant sur la mission du club MODEL, c'est une association de jeunes qui promeut le civisme. Des actions citoyennes sont menées à travers des sensibilisations sur la prévention routière. Le MODEL travaille avec la brigade de noyade, mais lutte également contre les inondations.

Mme Khoudia Mbaye, ancienne ministre et maire de Gandong était également sur le podium. En 2018, avec son 1er adjoint de la commune de Gandong, ils ont été lauréats de ce prix. Selon elle, «travailler c'est se respecter et se faire respecter» . Prenant la parole, M. Issa Laye Diop, Président du 12ème Gaïndé s'exprimait au nom de tous les lauréats précédents.

«Ensemble changeons de comportements, car le développement est le fait de l'homme. Le défi du Sénégal est le changement de comportement qui nous mènera à un nouveau sénégalais qui évitera certaines infractions» confesse le parrain d'honneur M. Abdou Khadre Gaye.

La mission du MODEL est de récompenser des hommes de valeurs. Parmi ces hommes, figure une icône malienne qui a rehaussé de sa présence la cérémonie. Il s'agit de Moussa

Mara ancien Premier ministre du Mali (2014-2015) et candidat aux prochaines joutes présidentielles.

«Je tiens à remercier le club MODEL pour cette initiative. Je me sens honoré aujourd'hui d'être primé de mon vivant et non à titre posthume. Les états doivent soutenir des clubs tels que le MODEL» , dit le lauréat du prix citoyen MODEL africain 2021.

Toujours dans son speech, le Président Moussa Mara a affirmé que : chacun d'entre nous doit servir d'exemple dans son domaine. Il a résumé en trois points. Premièrement, la connaissance est le savoir. Deuxièmement, l'action et la moindre parole et troisièmement, l'avenir est à l'unité et non à la division. Le prix du MODEL africain a été remis à Moussa Mara par le Ministre Mame Mbaye Niang, Chef de Cabinet du Président Macky SALL.

Le ministre Mame Mbaye Niang dit avoir accepté avec grand plaisir d'être le parrain de cette édition. Il a évoqué la pertinence du thème: « culte du travail et civisme ».

«Le civisme nous invite au dévouement. L'incivisme constitue une menace pour notre société. Aux lauréats, ces prix vous obligent à être exemplaires >> dira le ministre Mbaye NIANG. Un vibrant hommage a été rendu aux forces de défense et de sécurité présentes dans la salle.

Lors de cette cérémonie, nous avons noté la présence de délégation malienne et guinéenne venue assister à cette fête des hommes de valeurs. Une dizaine de prix ont été remis aux récipiendaires. Le choix de chacun est motivé pour les valeurs incarnées dans le domaine où il excelle.

Une cérémonie qui a pris fin sur une note d'ambiance avec les éléments du 12ème gaïndé qui ont chauffé la salle du Théâtre National Daniel Sorano. Moussa MARA, après ce sacre, a quitté la capitale sénégalaise dimanche pour Bamako, aux dernières nouvelles.

Par Maguette MBENGUE  
et Boubker BADRI (Confidentiel Afrique)

## Dr Choguel à Ségou : "Ils ont la bouche pour parler, nous avons des idées ; nous ne parlons pas"

La cérémonie de clôture du Forum national sur l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en milieu rural a été présidée, le samedi 13 novembre 2021, par le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga à Ségou. C'était en présence du ministre de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle Bakary Doumbia.

Trois jours durant, les participants ont passé en revue toute la problématique de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en milieu rural. A l'issue des travaux du forum national sur l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en milieu rural, beaucoup de recommandations ont été formulées. Il s'agit entre autres de soutenir la mise en œuvre des approches de gestion innovantes des exploitations familiales rurales et des entreprises agricoles, d'amener les collectivités territoriales à jouer les responsabilités dans la promotion de l'entrepreneuriat rural en y investissant au moins 15% du budget régional et en facilitant l'accès sécurisé au foncier, la définition et la mise en œuvre des stratégies nationales sur l'entrepreneuriat rural, la création d'un guichet unique pour l'assistance et la promotion de l'entrepreneuriat à l'emploi et à la

formation professionnelle, la création d'une banque nationale d'investissement afin de faciliter l'accès au financement des entreprises agricoles et péri agricoles, le renforcement de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans la transformation de la filière bétail, viande et des produits oléagineux, le renforcement des jeunes et des femmes en alphabétisation et dans le domaine de la digitalisation, la couverture totale du pays en réseau de communication notamment internet à travers la fibre optique, renforcer le réseau d'électrification rurale, investir dans la formation des jeunes en data sciences et l'intelligence artificielle ; pour ne citer quelques celles-ci.

Le directeur de l'agence française du développement, il s'est réjoui de l'importance que le gouvernement du Mali accorde à la jeunesse

et à son insertion socioprofessionnelle. Ce forum qui a réuni les jeunes et les femmes, spécifiquement ceux qui vivent en milieu rural, les collectivités territoriales, les organisations professionnelles agricoles, les ONG, les structures de financement a permis d'analyser les progrès ainsi que les pistes d'amélioration et proposer sur une base consensuelle les actions nécessaires au changement en vue de la promotion de l'emploi rural au Mali. En effet l'agence française de développement partage avec le gouvernement du Mali la conviction que l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes constituent une alternative sûre pour améliorer l'employabilité des jeunes et des femmes et la création de richesse. « **Je ne doute pas que les résultats de ce forum se traduisent en de nouvelles créations d'entreprises des jeunes et des femmes** », a-t-il espéré.

Pour le chef du gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga les jeunes et les femmes constituent le présent et l'avenir de notre pays. Toute politique qui n'est pas centrée sur les jeunes et les femmes n'a pas d'avenir. « **Nous voulons mettre au centre du développement l'esprit d'entrepreneur, les entrepreneurs maliens au centre de notre stratégie de développement. Tous les pays qui se sont développés, c'est à partir des initiatives, à partir des capitaines d'industries, des capitaines dans les affaires dont les plus grandes réussites ont commencé petit à petit depuis la base. Je viens de visiter des stands. Je me suis demandé pourquoi**



nous continuons à boire pendant nos cérémonies officielles et baptêmes les produits importés contre lesquels je n'ai rien. Mais lorsque vous avez des produits de qualité qui donne non seulement le goût aussi soignent et entretiennent votre santé. Je me demande pourquoi on n'aurait pas une politique de vulgarisation de ces produits. Le gouvernement prendra bientôt des initiatives allant dans ce sens. Pendant que notre armée se bat au front, laisse des vies tous les jours, il faut que les hommes politiques, que le gouvernement que notre société aident nos opérateurs économiques. Ceux qui ont des initiatives à prospérer en quoi faisant, en consommant ce qu'ils produisent. **C'est la meilleure façon de rendre service à ceux qui produisent le coton. Le changement est déjà en marche** », a-t-il dit.

Le Chef du Gouvernement a saisi cette tribune pour inviter les jeunes et femmes du monde rural aux Assises Nationales de la Refondation afin de faire entendre la voix du monde rural où la grande majorité des maliens habitent. **« Il faut que le monde rural puisse se reconnaître dans la façon de gouverner et diriger le pays »** a renchéri Choguel Kokalla Maïga.

S'agissant de la relance de la Comatex, Le Premier ministre a informé l'assistance que la société a deux (2) milliards de francs d'arriérés de salaires. **« Soucieux du devenir des maliens, le gouvernement a décidé d'éponger cette dette à hauteur de 600 millions. Le fonds est disponible. Nous sommes en train d'explorer les voies et moyens pour relancer la Comatex. Si nous arrivons à réaliser ce projet, plus personne ne portera de bazin au Mali »**, a annoncé Dr Choguel Kokalla Maïga.



### Les vérités crues du PM !

Pour ce qui concerne l'organisation des élections, Choguel Kokalla Maïga s'est voulu pragmatique. Il a déclaré qu'avant de chercher des satisfécits et des labels à l'extérieur, lorsque nous multiplions les initiatives. « J'ai dit à quelqu'un laissons les adversaires parler. Ils ont la bouche pour parler nous avons des idées, nous ne parlons pas. Certains disent qu'ils sont riches. La richesse et l'argent finissent mais les idées ne finissent pas. Le gouvernement de transition est riche en idées, il est riche en initiatives. Le président de la transition et le gouvernement ont le souci que les maliens se sentent fiers d'avoir de tels dirigeants, que les maliens se reconnaissent dans tous ceux qu'ils disent et ceux qu'ils font. C'est la seule façon d'avoir la légitimité. Ce n'est pas une légitimité octroyée sur les médias internationaux par des dirigeants d'ailleurs », a-t-il insisté.

Et de poursuivre : **« Au-delà des humeurs qui dépendent de la mite politique les peuples sont des amis. C'est pourquoi j'ai dit en son temps que trop de choses lient**

le peuple français et le peuple malien. A cause de la température qui s'élève, on pense que nous sommes des adversaires. C'est pourquoi j'ai dit nous sommes comme un vieux couple, il peut y avoir des scènes de ménages, un responsable m'a dit qu'il ne faut pas qu'on casse les vaisselles. J'ai dit, ils finiront par se retrouver, ils ne vont pas divorcer. Et j'y crois profondément quel que soit ce les responsables à la tête, des pays peuvent séparer ces deux peuples. Je le dis le peuple malien ne sera jamais ingrat », a fait savoir le premier ministre, Dr choguel Kokalla Maïga.

Déterminé le premier ministre, tient à la souveraineté du Mali comme à la prune de ses jeux. **« Notre souveraineté, notre dignité, notre honneur on ne peut pas le marchander. On doit nous respecter. Nous cherchons les moyens d'assurer la sécurité de nos citoyens parce que la sécurité est le premier besoin de l'homme. Un gouvernement qui ne peut pas assurer la sécurité des citoyens ne peut pas être légitime. Le souci des autorités de la transition est de trouver les moyens de sécuriser les maliens. Tout le reste viendra après. Beaucoup de gens disent d'aller aux élections, vous leur dites de faire campagne dans leur propre village, ils ne vont pas. Si aujourd'hui on tient les élections. Nous pouvons les tenir même demain. Qui ira faire campagne, personne n'ira faire la campagne chez lui. Ils vont rester à la télévision beaucoup d'entre eux à cause de l'Insécurité »**, a-t-il conclu

■ Ibrahim Sanogo



## Djenné : Les populations réclament plus de sécurité

Face à la détérioration de la situation sécurité dans le cercle de Djenné, la jeunesse en colère a interrompu, le dimanche 14 novembre 202, la circulation sur la RN5 au niveau du carrefour de Djenné. Cette énième sortie avait objectif de : dénoncer la stratégie de la terreur imposée par les groupes assaillants et exhorter le gouvernement de transition à prendre toutes les dispositions pour sécuriser les populations et leurs biens.

Les habitants du cercle ont laissé libre cours à leur émoi et à leur indignation. Ils se mobilisent par milliers ce dimanche pour exprimer leur désarroi face à la situation d'insécurité prévalant dans le cercle. Dans les clameurs de la masse compacte, les messages de ras-le-bol relatifs à l'insécurité fusaient de toutes parts. Les manifestants scandaient : « On veut la paix », « Trop c'est trop », « La population du cercle est à bout de souffle ». Les manifestants ont interrompu la circulation pendant plus de 5 heures. Des centaines de véhicules étaient stationnés en attendant une reprise de la circulation. Ayant eu vent de cette sortie inopinée de la population du cercle, les autorités administratives et politiques se sont rendus sur le lieu pour tenter de calmer les esprits. Après des échanges houleux entre les parties, la population a décidé de libérer la route. Selon les organisateurs, les autorités locales ont pris

l'engagement de transmettre les doléances de la population aux plus hautes autorités. Ce n'est plus un secret de polichinelle la situation sécuritaire dans le cercle de Djenné est très délétère. Il urge que des dispositions idoines soient prises pour endiguer le phénomène d'insécurité grandissante dans la cité religieuse. Cette situation a anéanti l'économie locale. La capacité de résilience des populations sur zone est au bord de la rupture. Tous les jours, des interpellations et des sollicitations sont faites par la population pour un retour rapide de la paix et de la sécurité. Si rien n'est fait, d'ici peu, le cercle de Djenné risque d'assister à un désastre humain. Les populations du cercle vivent un calvaire indescriptible. Le but pour les initiateurs de cette manifestation est d'attirer l'attention et d'interpeller les autorités de la Transition. Le président de la Transition, Assimi Goïta, a été le commandant de la FORSAT

dans le secteur de Djenné. Il connaît la complexité de la question sécuritaire dans cette zone. Il l'a géré, l'a combattu et a remporté des victoires. Aujourd'hui, après lui, tout le travail qui a été fait, est en train de s'effriter. La FORSAT, qui a été installée pour mettre fin à ce phénomène d'insécurité et de djihadisme, s'est transporté derrière le fleuve de Sofara. Cela fait que plusieurs villages sont sur le point de disparaître ou de tomber définitivement entre les mains des djihadistes. Or, ce sont des citoyens maliens qui vivent avec l'espoir de la souveraineté malienne et qui attendent que leur défense et leur sécurité soient pleinement assurées par notre armée.

Le village de Marébougou est coupé du reste du cercle. Ce village est assiégé par des gens sans foi ni loi. En septembre dernier l'armée avait mené une opération d'envergure dans la zone. Cette opération qui avait suscité de l'espoir s'est vite transformé en cauchemar. Le cercle de Djenné est infesté par des terroristes. Djenné cercle meurtri. Djenné cercle en émoi.

Le spectre de l'insécurité s'étend pratiquement sur tout le cercle. Des populations martyrisées, du bétail emporté, des morts semblent désormais être le quotidien des populations du cercle de Djenné qui jadis était un havre de paix. Tous les manifestants ont invité les autorités de la transition à œuvrer pour la stabilisation dans le cercle.

■ Ibrahim Sanogo



# Riposte à la cherté de la vie : Le gouvernement subventionne des produits de première nécessité



La décision de subventionner ces produits de première nécessité, à été prise au conseil des ministres du mercredi dernier, tenu à Koulouba, sous la présidence du Président de la Transition, Chef de l'Etat, Colonel Assimi Goita, en présence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maiga et son équipe gouvernementale.

Aux lendemains de la prise de cette décision, le ministre de l'Industrie et du Commerce,

Mahmoud Ould Mohamed, a rencontré les professionnels des médias, pour donner plus de détails sur ces mesures d'atténuation de la flambée des prix des produits de première nécessité. C'était le vendredi dernier dans son cabinet ministériel.

Selon le chef du département, cette subvention se traduira par la réduction de la base taxable de 50% sur l'importation de 300 mille tonnes de riz, 60 mille tonnes de sucre et 30

mille tonnes d'huile alimentaire. Et l'importation des quantités desdits produits sera subordonnée, entre autres, à la signature avec les importateurs, d'un cahier de charges portant notamment sur le prix au détail et la disponibilité des produits concernés sur l'ensemble du territoire malien.

Toujours, pour atténuer la souffrance des populations, l'Etat a pris également d'autres mesures d'ordre social visant à soutenir le pouvoir d'achat des populations. Il s'agit entre autres de l'harmonisation de la grille salariale, des transferts monétaires aux couches défavorisées, des distributions gratuites de médicaments, de nourritures et d'aliments bétail, le soutien aux entreprises affectées par le COVID-19, l'abandon de la TVA à la consommation de l'eau et de l'électricité pour les tranches sociales etc.

Pour éviter le dérapage des prix et lutter contre la spéculation sur le marché, le ministre Mahmoud Ould Mohamed a instruit aux structures techniques de son département d'accroître la surveillance sur les marchés.

Et pour le suivi de l'effectivité des prix plafonds de certains produits de première nécessité fixés, dans les cahiers de charges, « les brigades de contrôle économiques des structures déconcentrées de la DGCC sont déployées en permanence sur le terrain » a informé le ministre.

Durant cette année, les équipes de contrôle ont visité plus de 30.000 points de vente, à travers tout le pays. Ces opérations ont permis de recouvrer plusieurs dizaines de millions de FCFA au titre d'amendes transactionnelles entièrement versés au Trésor national. De même, les équipes ont pu retirer du circuit de commercialisation, environ 200 tonnes de produits impropres à la consommation.

A noter que l'Etat veillera aussi au respect des quantités autorisées pour cette opération, ainsi qu'à la mise en place d'un mécanisme de suivi à travers des brigades de contrôle pour garantir l'efficacité de l'opération.

Ki-Zerbo

www.malikile.com



## Relations Mali-France : Une épine dans le pied de Paris

**L**e Président français, Emmanuel Macron, a discuté, le vendredi dernier, de "la transformation" du dispositif militaire français au Sahel, en recevant ses homologues burkinabé, Roch Marc Christian Kaboré, nigérien Mohamed Bazoum, et le Président du Conseil militaire de transition du Tchad, Mahamat Idriss Déby Itno, à l'Élysée. Une rencontre pour parler du Sahel, sans un acteur clé, à savoir le Mali qui, vraisemblablement, constitue aujourd'hui un os dans la gorge de Macron. Que trame-t-il contre le Mali ?

Les jours prochains nous édifieront sans doute sur la question. En attendant, il nous est revenu qu'au cours d'une réunion d'une heure à l'Élysée (encore un mépris pour nos dirigeants réduits en simples laquais de la métropole), les quatre dirigeants "ont fait un point d'étape

sur la transformation en cours du dispositif militaire français au Sahel", visant à recentrer l'action de la France sur la lutte contre le terrorisme et le soutien aux armées nationales. "Ils ont également évoqué les activités opérationnelles à venir de la Force conjointe du G5 Sahel...".

On se rappelle cependant que Paris a entrepris, en juin dernier, de réorganiser son dispositif militaire, l'opération Barkhane, en quittant notamment ses trois bases les plus au nord du Mali pour le recentrer autour de Gao et Ménaka, aux confins du Niger et du Burkina Faso. Un plan qui prévoit une réduction des effectifs de plus de 5.000 actuellement à 2.500/3.000 d'ici 2023. Des changements qui interviennent dans un contexte de tension entre la France, ex-puissance coloniale et partenaire histo-

rique, et le Mali à la suite de l'action de rectification de la Transition portée par le Colonel Assimi Goita.

Les vraies hostilités ont commencé en septembre dernier lorsque le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, a clairement indiqué à la tribune des Nations-Unies, que la France abandonné le Mali en plein vol en raison de ce retrait envisagé sans aucune consultation préalable des autorités maliennes. La nouvelle attitude des autorités maliennes, qui n'entendent plus se laisser faire à chaque fois qu'il s'agit de la souveraineté du Mali, fait peur à la France macronienne, hostile à toute idée de partenariat entre le Mali et la société paramilitaire privée russe Wagner, bien que Bamako ne cesse de récuser une telle perspective. Les chefs de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, présent vendredi à Paris, et malienne Abdoulaye Diop ont réaffirmé jeudi leur volonté de poursuivre le partenariat militaire entre les deux pays, arguant d'un risque terroriste renforcé par le retrait partiel des troupes françaises. Et comble de l'insolence, on apprend que Paris s'est même permis d'avertir Moscou



que le déploiement de mercenaires de la société paramilitaire russe Wagner dans la bande sahélo-saharienne serait "inacceptable". A croire que le Mali est département de la France en Afrique !

Les ministres français des Affaires étrangères et des Armées, Jean-Yves Le Drian et Florence

Parly, auraient, lors d'un entretien avec leurs homologues Sergueï Lavrov et Sergueï Choïgou, "exprimé le caractère inacceptable que revêtirait le déploiement de mercenaires de Wagner dans la bande sahélo-saharienne", et "réitéré leurs messages de fermeté quant aux risques de déstabilisation régionale et d'at-

teinte aux intérêts de la France et de ses partenaires engagés dans la lutte contre le terrorisme au Sahel". « Atteinte aux intérêts de la France et de ses partenaires engagés dans la lutte contre le terrorisme au Sahel », c'est dire que les masques commencent enfin à tomber !

Sauf que le Mali et la Russie sont deux Etats indépendants et souverains qui n'ont pas besoin de l'approbation des dirigeants d'un autre pays. En effet, Sergueï Lavrov a clairement indiqué que Moscou continuerait de livrer des équipements, des munitions, des armements et à former des officiers maliens pour que Bamako puisse se défendre efficacement contre la menace terroriste. Lui et Abdoulaye Diop ont en revanche démenti tout contrat entre Bamako et des sociétés militaires privées russes. « Aucun contrat n'a été signé dans ce secteur », a affirmé Abdoulaye Diop, non pas sans dénoncer des allégations visant à discréditer Bamako.

Le Président français, Emmanuel Macron, n'a certainement pas encore compris que le Mali veut faire son chemin, selon la volonté des maliens. Réunir des chefs d'Etat, fussent-ils du Sahel, pour concocter quoi que ce soit contre le Mali, est une initiative vouée à l'échec.

■ Yama DIALLO



# Koulouba : Les autorités traditionnelles, coutumières et religieuses reçues par le Président de la Transition

Le Président de la Transition, Chef de l'État, Son Excellence, le Colonel Assimi GOÏTA a reçu, le vendredi 12 novembre 2021, dans la salle des banquets de Koulouba, les autorités traditionnelles, coutumières et religieuses du Mali. À l'ordre du jour : les défis et enjeux socio-politiques auxquels fait face le Mali.



C'était en présence du Premier ministre, du Président du Conseil National de la Transition, de l'Archevêque de Bamako ainsi que du Président du Haut Conseil Islamique.

Toutes les 19 régions du Mali, en plus du District de Bamako, ont répondu à l'invitation du Chef de l'État.

À l'unanimité, les légitimités coutumières et traditionnelles ont témoigné qu'une telle rencontre relevait « du jamais vu dans notre pays », car selon leurs précisions, c'était la toute première fois qu'un Président réunissait les représentants des terroirs ainsi que les notabilités sous un même toit.

M. Bajan Ag Hamatou de la délégation de Ménaka, renchérit en déclarant que « les Chefs traditionnels ont toujours été écartés de la gestion du pouvoir, notamment dans le processus de prise de décisions. » Une erreur qui,

selon lui, est en train d'être corrigée progressivement par le Président de la Transition, depuis son investiture.

Certains représentants des autorités traditionnelles, coutumières et religieuses du Mali ont, au cours de cette cérémonie, réclamé sans réserve, une rallonge de la Transition jusqu'à l'apaisement du climat social, politique et sécuritaire dans notre pays.

Quant à El Hadji Djibril DIARRA, patriarche des familles fondatrices de Koulikoro, « la prolongation de la Transition est une logique qui s'impose de facto aux Maliens au regard du contexte socio-politique, sécuritaire et humanitaire difficile que vit le pays. » Aussi, a-t-il exhorté les autorités de la Transition à persévérer dans la lutte implacable contre la corruption, la délinquance financière et l'impunité. Un soutien de taille qui n'a pas manqué d'en provoquer bien d'autres.

Les hôtes ont lancé un appel pressant aux Maliens à se donner la main pour la réussite de la Transition, quelle qu'en soit la durée.

De l'avis général, il ressort une vive opposition à la tenue d'une quelconque élection au mois de février prochain pour d'évidentes raisons de sécurité et de paix sociale. C'est pourquoi, M. Zantigui DIAKITÉ, Chef de la délégation de Bougouni estime que les Maliens doivent « prendre le temps de balayer d'abord la maison commune avant de songer à des élections ». Pour sa part, M. Oumar Cheick OUATTARA, Chef de la délégation de Koutiala, a salué les différentes initiatives du Président GOÏTA depuis sa venue aux affaires.

Satisfait de ces bons témoignages, le Chef de l'État a salué la présence massive des légitimités traditionnelles, coutumières et religieuses aux côtés des autorités de la Transition. « Votre engagement au quotidien est une chance énorme pour l'équilibre social qui est un facteur déterminant au sein de toute collectivité », a déclaré le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA avant d'inviter ces visiteurs de marque à poursuivre leur dynamique de soutien à « l'État en général et à la Transition en particulier ».

Le Président GOÏTA a réconforté les Chefs de village en s'engageant à leur octroyer, « dans un avenir très proche, en plus d'un macaron, un drapeau que chacun fera flotter en un endroit visible de sa maison, de préférence à la porte d'entrée ou au milieu de la cour ». Une information aussitôt accueillie par un tonnerre d'applaudissements, signe tangible de satisfaction de la part des concernés dont le leadership de certains a déjà permis de mobiliser les populations dans le sens des contributions volontaires à l'effort de guerre.

Source : Présidence de la République du Mali

# Mohamed Ag Assory, analyste politique : « Entre le Premier ministre et la classe politique, c'est une guerre politique »

**Durcissement des sanctions à l'encontre des autorités de Transition, guerre politique entre le Premier ministre et une partie de la classe politique, le mémorandum de Tiébilé Dramé, vie chère, etc. Mohamed Ag Assory, analyste politique et directeur fondateur de Tidass Stratégie-consulting, livre son analyse.**

**Mali-Tribune : Les chefs d'Etat de la CEDEAO se sont réunis pour un sommet extraordinaire le week-end dernier pour statuer sur la transition au Mali et en Guinée. Une série de sanctions ont été prises contre les dirigeants de Bamako et Conakry. Comment justifiez-vous ces sanctions ?**

**Mohamed Ag Assory :** En effet, durant le sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la CEDEAO, il y a eu l'analyse de deux situations politiques en Guinée et au Mali. Même si on parle dans les deux contextes d'une prise de pouvoir par les militaires, il faut savoir que c'est deux contextes sont totalement différents. Le Mali n'est pas la Guinée, la Guinée n'est le Mali. Derrière ces coups d'Etat, il y a plusieurs paramètres à prendre en compte. Mais il ressort que les deux juntes ont été sanctionnées. Ces sanctions individuelles sont venues compléter d'autres sanctions qui ont été prises précédemment, notamment l'exclusion des deux pays des instances décisionnelles de la CEDEAO. C'est dans cette suite logique-là, en absence d'avancées dans le contexte malien que la CEDEAO demande depuis quelques temps aux autorités maliennes de donner un chronogramme détaillé pour les opérations électorales et référendaires, mais malheureusement, c'est ce qui n'a pas été fait et les chefs d'Etat de la CEDEAO n'ont pas apprécié cette absence de chronogramme, et l'expulsion du représentant de la CEDEAO par les autorités maliennes n'a pas été du goût des chefs d'Etat, en plus de la lenteur et l'absence des progrès réalisés. C'est ce qui peut justifier, à mon avis, ces sanctions-là.

**Mali-Tribune : Après la CEDEAO, la France et l'Union européenne ont emboîté le pas pour prendre des sanctions**



**contre le Mali. Pensez-vous que ces sanctions vont pousser la junte à respecter le délai de la transition ?**

**M A. A. :** S'agissant de la France, de l'Union européenne, des Nations-Unies et des autres Etats, pratiquement toutes les organisations internationales ont toujours déclaré qu'elles suivaient et soutenaient les positions de la CEDEAO sur la question malienne. Donc logiquement, je dis bien que ces organisations vont sûrement emboîter le pas et même certains Etats. Maintenant, nous sommes en politique et en diplomatie même si les Nations-Unies suivent l'Union européenne, il y a quand même quelques Etats qui peuvent, selon leurs relations avec les autorités de transition, déroger

à cela, mais on peut dire sans se tromper que si les tendances se poursuivent comme on le dit ici, elles emboîteront les pas.

Les sanctions internationales ne tombent pas d'un coup. C'est toujours graduel et progressif. Nous avons remarqué que les mois qui ont suivi le coup de force, il y a eu l'exclusion du Mali de la CEDEAO, de l'Union Africaine et autres. Et là, nous avons les responsables de la transition qui sont sanctionnés. Je crois que nos partenaires internationaux sont en train de mettre la pression. Est-ce qu'à la longue les autorités de transition peuvent résister à cela ? Je ne le crois pas. Mais laissons le temps faire son œuvre.

**Mali-Tribune : Est-ce que ces sanctions**

## auront un impact sur la population malienne ?

**M A. A.:** Ces sanctions en l'état ne vont pas impacter les populations directement, mais vont quand-même irriter sinon limiter le déplacement des autorités de transition. Le pire est à craindre, on n'est pas sorti de l'ornière encore parce que quand vous regardez le communiqué, la CEDEAO dit qu'elle engage le Président de la Commission à étudier d'autres types de sanctions pour le sommet à venir. Donc s'il n'y pas une réponse claire de la part des autorités maliennes d'ici-là, ces sanctions risquent, pas de se durcir, mais de toucher également d'autres secteurs.

**Mali-Tribune :** **A Accra, seulement 5 chefs d'État ont pris part à la réunion. Le Bénin et le Nigeria étaient représentés par leurs vice-présidents. Le Burkina a envoyé son Premier ministre, la Gambie, le Libéria et le Togo ont envoyé des ministres, le Cap Vert était représenté par son ambassadeur au Nigeria, et la Sierra Léone par son Haut-commissaire au Ghana. Pourquoi les chefs d'Etat de ces pays ont préféré rabaisser le niveau de leur présence à ce sommet extraordinaire ?**

**M A. A.:** La disponibilité des chefs d'Etat à participer à ce sommet ne veut pas forcément dire qu'ils n'y accordent aucun intérêt. Les chefs d'Etat ont leurs agendas internes. Il y a des Présidents qui peuvent préférer s'occuper des questions urgentes. Mais je pense que ça n'a pas un grand impact sur les décisions parce que c'est un sommet des chefs d'Etat et les décisions qui ont été prises engagent tous les chefs d'Etat qui font partie de l'organisation et engagent la CEDEAO.

**Mali-Tribune :** **Déjà, le bras de fer entre le Mali et les responsables de la CE-DEAO ne cesse de s'attiser. Nous avons vu l'expulsion du Représentant spécial de la CEDEAO au Mali. Jusqu'où ira ce bras de fer ? Et qui aura le dernier mot ?**

**M A. A.:** Nous sommes dans une situation très difficile. Le bras de fer n'arrange personne. Nous sommes dans un village global pour reprendre l'expression. Aujourd'hui, la CEDEAO a besoin du Mali et vice-versa. Mais, je pense

qu'avec toutes les difficultés que nous avons sur le plan national actuellement, on ne peut pas s'offrir le luxe d'ouvrir les fronts avec nos partenaires et nos amis de la CEDEAO qui ont toujours accompagné le Mali. N'eut été cette CEDEAO, l'histoire aurait été écrite autrement. Depuis la crise de 2012, la CEDEAO s'est toujours tenue auprès du Mali, tout comme le Mali a toujours répondu à la CEDEAO. Je crois que des frictions diplomatiques arrivent. Maintenant qui aura le dernier mot ? Je ne saurais parier, mais il est très difficile de désigner un gagnant lorsqu'il s'agit d'une famille parce que le Mali et la CEDEAO appartiennent tous à cette grande famille de l'Afrique de l'Ouest. Quelles que soient les issues, je pense qu'il n'y aura pas de gagnant. Maintenant qui est-ce qui est handicapé par tout cela ? Je dirais sans hésiter que c'est notre pays. Nous faisons face à des défis immenses où nos partenaires ont un rôle clé à jouer et ce sont nos partenaires immédiats. Quand vous regardez la carte, nos premiers partenaires naturels sont dans cette zone-là et les deux autres pays avec lesquels nous faisons frontières et qui ne sont pas de l'espace CEDEAO, et malheureusement les échanges sont timides. Je parle notamment de l'Algérie et de la Mauritanie. Nous avons tout à gagner à clore ces différents incidents.

**Mali-Tribune :** **Le cadre d'échange des partis et groupements politiques pour une transition réussie au Mali accuse Choguel d'être le seul responsable des conséquences du non-respect des engagements pris devant la communauté internationale. Comment expliquez-vous cela ?**

**M A. A.:** Vous savez, la question politique entre le Premier ministre et la classe politique c'est une guerre politique, une guerre d'influence, ce qui justifie un peu le combat du cadre d'échange des partis et groupements politiques. C'est vraiment pour essayer de mettre en place un climat de consensus pour conduire aux élections. Dans notre culture démocratique et notre architecture institutionnelle, le Premier ministre est le répondant de l'action gouvernementale. Donc au-delà de la politique, c'est tout à fait logique parce que c'est le Premier ministre qui est responsable de la mise en œuvre de la politique gouverne-

mentale, soit devant l'Assemblée ou devant les citoyens. Dans ce sens, c'est tout à fait compréhensible.

**Mali-Tribune :** **Le Parena a publié un mémorandum très critique envers la gestion des autorités de transition, intitulé « crise institutionnelle et sécuritaire : comment sortir de l'impasse, comment préserver l'État ». Quelle analyse faites-vous de ce mémorandum ?**

**M A. A.:** Le mémorandum est une analyse de la situation, c'est toujours une bonne analyse de la situation sans complaisance. Ce mémorandum est autant valable aujourd'hui qu'il l'est avant-hier, l'année dernière et l'année précédente. Depuis 2012, c'est sensiblement la même chose. La situation va de mal en pis. Ce n'est pas quelque chose d'extraordinaire ou de nouveau que les acteurs politiques le portent ainsi. C'est toujours bien aussi de rappeler les priorités et les bas qui blessent. C'est cette analyse que j'en fais dans le fond, maintenant la forme, c'est autre chose.

**Mali-Tribune :** **Les prix des produits de première nécessité connaissent une envolée spectaculaire sur le marché malien. Qu'est-ce qui explique cette hausse ?**

**M A. A.:** Concernant les prix, je crois que c'est une tendance mondiale et sous-régionale couplée avec la pandémie de la Covid-19, du conflit et de l'insécurité sur les axes de l'approvisionnement. C'est un contexte économique qui peut expliquer tout cela. Il y a aussi la mollesse des autorités qui ne veulent pas ouvrir de front avec les syndicats et autres. Il y a des difficultés économiques, c'est normal dans un pays en crise. Une crise sécuritaire impacte forcément sur les autres aspects de la société comme l'accès aux services sociaux de base, aux échanges commerciaux, aux circuits de production interne. Vous voyez, au centre du pays qui est un important site agricole, les populations, de plus en plus, ont du mal à produire. J'inscris tout cela au compte du Covid-19, de crises sécuritaire et politique...

Propos recueillis par  
Ousmane Mahamane  
Source : Mali Tribune

# Ina Maïga, lors du lancement de son livre "Patient zéro de la covid-19 au Mali : Enfer social et médiatique"

« Ecrire ce livre s'est imposé à moi comme une nécessité, une thérapie car permettant de panser mes blessures »

"Figura Éditions" a organisé, le samedi 6 novembre dernier, au Mémorial Modibo Kéita, le lancement du livre "Patient zéro de la Covid-19 au Mali : Enfer social et médiatique" d'Inna Maïga. Ce récit de 115 pages en 4 chapitres parle des difficultés que l'auteure a vécues après avoir été déclarée positive à la Covid-19 en mars 2020.

Cette cérémonie de lancement s'est déroulée en présence de Mme Niaré Fatouma Kéita, Directrice de "Figura Éditions" ; Ousmane Issoufi Maïga, ancien Premier ministre ; Bandiougou Danté, président de la Maison de la Presse ; Birama Konaré, Directeur de Bintily Communication ; Pr Yacouba Toloba, Pneumologue au CHU de Point G ; Marcel Amadou, fils de l'auteur. Le livre "Patient zéro de la Covid-19 au Mali : Enfer social et médiatique" d'Inna Maïga est le 17ème livre de "Figura Éditions". Cet ouvrage de 115 pages scindées en 4 chapitres (testée positive à la Covid-19, ma descente aux enfers commença ; Pavillon Covid-19 de l'hôpital du Point G ; Mon droit de réponse ; Procès contre les diffamateurs) décrit le cal-

vaire de l'auteure après avoir été déclarée positive à la Covid-19 en mars 2020.

Selon l'auteure, cette parution représente le combat de la vie. "Un combat qu'on m'a imposé et devant lequel je serai là, debout comme un tronc jusqu'à mon dernier souffle. Il est temps que les individus malintentionnés cessent de dénigrer, diffamer et de porter atteinte à la dignité humaine des citoyens sur les réseaux sociaux. L'idée d'écrire ce livre m'est venue parce qu'il me fallait soigner des blessures.

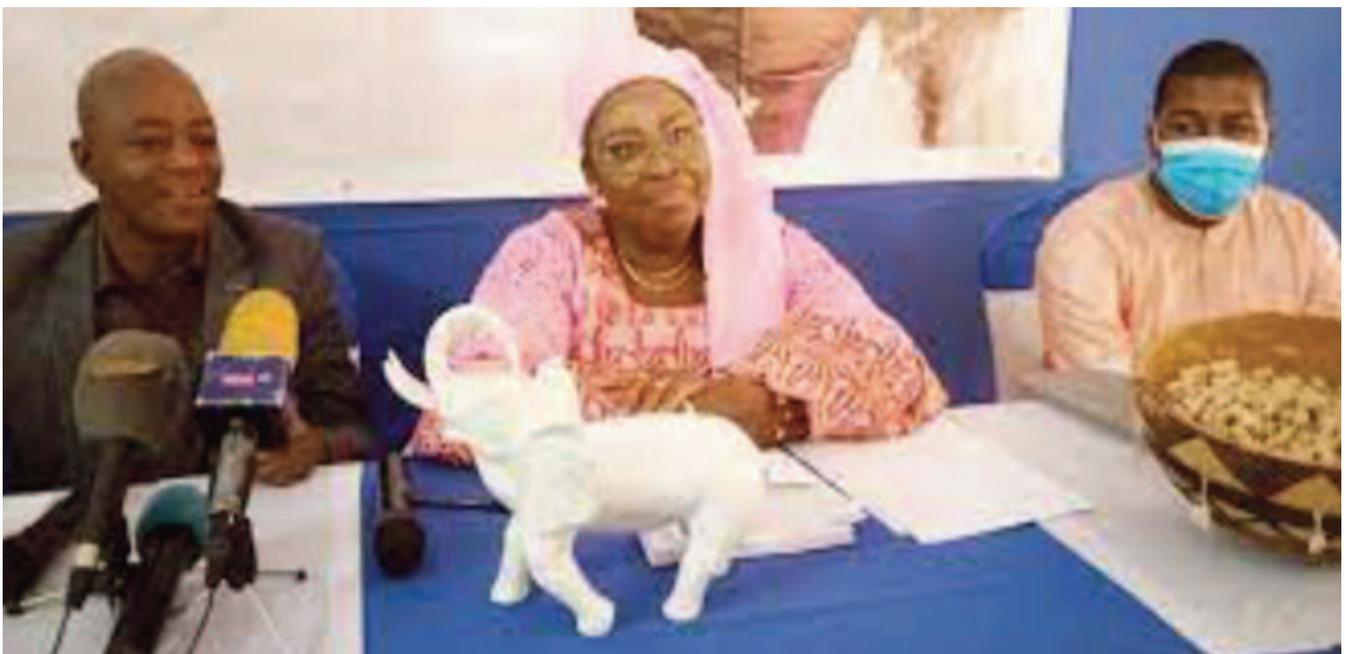
De façon générale, je suis quelqu'un qui aime beaucoup écrire pour manifester mon chagrin et mes joies. À travers cette attaque sur les réseaux sociaux, il m'a semblé nécessaire de me soulager à travers les mots. Après mon ra-

patriement vers la France, je me suis décidée à écrire ce livre parce que la mémoire était fraîche et j'en avais plein sur le cœur", a-t-elle expliqué.

Pour répondre à la question pourquoi a-t-elle préféré l'écriture pour s'exprimer ? Elle a précisé que l'écriture a toujours été pour elle un moyen d'expression favori. "À travers l'écriture, je m'indigne et je dénonce lorsque j'estime qu'il y a une injustice, une frustration à travers des faits et des actes. Dans ce cas précis, en tant que patiente zéro de la Covid-19 au Mali, écrire ce livre s'est imposé à moi comme une nécessité, une thérapie car permettant de panser mes blessures parce que des blessures, on m'en a infligées. Dans ce livre, je dénonce les situations viables suite à des épreuves difficiles que j'ai vécues en tant que patiente zéro de la Covid-19", a-t-elle laissé entendre.

Il faut rappeler qu'Inna Maïga est titulaire d'une Maîtrise en Lettres modernes obtenue en 1998 à l'École Normale Supérieure ENSup de Bamako. En 2001, elle a choisi d'immigrer en France où elle a exercé une carrière d'agent opérateur de sûreté à l'Aéroport de Roissy Charles De Gaulle. Elle a ensuite travaillé dans la médiation et ensuite comme Conseillère en insertion sociale et professionnelle.

Mahamadou TRAORE  
Source : Mali Tribune



# La littérature africaine perd une valeur sûre : Isaïe Biton Koulibaly est décédé

La littérature africaine est un deuil. Une figure emblématique s'en est allée. L'écrivain ivoirien, Isaïe Biton Koulibaly, a rendu l'âme dans la nuit du Mardi 9 au Mercredi 10 Novembre à Abidjan. Âgé de 72 ans, Biton Koulibaly aura été un écrivain populaire, un auteur à succès. Sa prédilection allait pour des thématiques liés, notamment, au pouvoir, la lecture, l'argent et surtout l'amour. Celui qui s'est fait

chantre de « l'art d'aimer » aura écrit des romans (Le sang, l'amour et la puissance, Christine, La parenthèse délicieuse etc), des Recueils de Nouvelles (Ah ! Les femmes, Ah ! Les hommes etc) des Essais (Comment aimer une femme africaine, Comment aimer un homme africain...) et de Chroniques (Savoir Aimer, Les Piments de la nuit, Le corps d'une femme est comme une musique douce à écouter...)



Son objectif, en ce domaine, consistait à « sécher les larmes des femmes africaines [...]. Elles souffrent tellement dans les foyers. Elles ont beaucoup de difficultés », disait-il. Son recueil Ah ! Les Femmes a été adapté au cinéma, version court-métrage. La série éponyme « met en scène des hommes aux prises avec les femmes... ou, peut-être, des femmes prises avec des hommes...? Elle relate les déboires amoureux de six hommes issus de toutes les catégories sociales, du balayeur au préfet en passant par le griot et le médecin, l'homme de lettres et l'homme d'affaires et qui ont un dénominateur commun, leur faiblesse devant les charmes du « sexe faible ».

Lire Isaïe Biton Koulibaly, c'est plonger son âme dans un univers fictionnel, fait d'humour, d'émotions et beaucoup de rebondissements. On résiste difficilement au charme de ses textes, basés sur la simplicité et la précision. Sur les plateaux télévisés, il affichait un sourire et une éloquence qui le rendaient très sympathique et intéressant. Il savait aussi donner la main aux jeunes littérateurs, en leur prodiguant des conseils ; ou en préfaçant leurs ouvrages ! Ce qui n'était pas son moindre mérite.

Au cours de sa vie, et dans ses œuvres, Koulibaly a beaucoup insisté sur la nécessité de la lecture pour les africains. Témoin, ses innombrables conférences et son livre " La puissance de la lecture ", véritable plaidoirie en faveur de la lecture. « Pour devenir un homme cultivé et un créateur dans n'importe quel domaine, écrivait-il, l'homme doit lire cinq genres. La lecture dite d'information, la lecture de distraction, la lecture d'acquisition, tout ce qu'on apprend à l'école, la lecture de ravissement, les grands chefs-d'œuvre de la littérature et de la lecture d'élévation, tous les ouvrages spirituels et de connaissance de soi. Ces cinq genres de lectures sont déterminants pour notre équilibre, le développement de notre personnalité... ».

En côte d'Ivoire, et au-delà, on apprécie beaucoup Biton Koulibaly. Immense, est le chagrin de sa famille, et des milliers de lecteurs, privés à jamais d'un parent et d'un auteur préféré. Mais, comme on le dit, l'artiste ne meurt jamais. Ses œuvres témoigneront pour lui et garderont son souvenir intact.

Repose en paix, Isaïe Biton Koulibaly !

Malik Wogo

# COP26 : Un accord «à minima» au détriment des pays les plus vulnérables

À Glasgow, la COP26 s'est terminée ce samedi 13 novembre avec un jour de retard, mais surtout sur un coup d'éclat de l'Inde, qui, à la dernière seconde avant que le texte final ne soit adopté, a réussi à faire changer un article sur le charbon.



Ce n'est pas de cette manière que la présidence britannique comptait terminer la COP26 : son président, Alok Sharma, présentant ses excuses, incapable de dissimuler son émotion et peut-être, sa honte, devant les petits pays qu'il avait promis de défendre et qui s'est dit « profondément désolé » pour ce dénouement, rapporte notre envoyée spéciale à Glasgow, Christophe Paget. « La COP 26 se résume à du blabla. Le vrai travail continue en dehors de ces salles et nous n'abonnerons jamais, jamais », a de son côté accusé la jeune militante suédoise Greta Thunberg.

La plénière pendant laquelle le texte final devait être accepté ce samedi avait mis extrêmement longtemps à commencer, les discussions continuaient dans les allées, et on a fini par apprendre que l'Inde soutenue par la Chine avait obtenu à la dernière seconde une modification importante : le texte final ne parle plus de sortir peu à peu du charbon mais de réduire peu à peu le charbon.

## Protestations de plusieurs pays

Tollé, protestations officielles de plusieurs pays, qui finissent par avaler la couleuvre car il est trop tard, et le texte est finalement accepté. Une déception supplémentaire, après l'absence d'engagement financier suffisant pour l'adaptation des pays en développement

face au changement climatique, ou encore l'absence totale d'enveloppe, à part quelques millions de dollars, pour les pertes et préjudices, ces dégâts irréparables causés par le changement climatique.

Les ONG dressent aussi un bilan très critique de ce sommet, à cause notamment de l'échec à accorder un financement additionnel sur les pertes et dommages subis par les pays déjà touchés par des catastrophes liées au dérèglement climatique. « La COP 26 a été une COP des pays du Nord qui reflète les priorités des pays riches », tranche le Réseau action climat. Tandis que Care France évoque un « dialogue de sourds entre pays pollueurs et pays vulnérables ». Pour Greenpeace France et son porte-parole Clément Sénéchal, le résultat de cette COP26 est très « insuffisant si ce n'est un fiasco ».



« Bien sûr, je suis extrêmement déçu. Si l'on écoute la science, la seule solution, c'est d'arrêter le charbon, il faut être franc, a réagi Per Bolund, le ministre suédois du Climat et de l'Environnement. Ce texte n'aurait pas dû être changé. Mais d'un autre côté, nous savons qu'il y a des pays, en tous cas c'est comme cela qu'ils le voient, qui sont dépendants du charbon. Et nous avons des pays qui veulent continuer à chercher du pétrole. Pour que nous ayons un accord, il faut qu'ils acceptent le texte. Donc forcément ils ont du poids ».

## Le début de la fin du charbon

Malgré ce revirement impulsé par l'Inde certains veulent toutefois rester optimistes quant à la portée symbolique du texte. « Je ne pense pas que changer un mot change le signal, et le signal que nous avons eu lors de cette conférence est clair : le charbon est en train d'être abandonné, a affirmé Jennifer Morgan, la directrice de Greenpeace. C'est la combinaison de deux choses : d'abord, le fait qu'il soit mentionné pour la première fois aussi clairement dans un texte de l'ONU - même si nous aurions voulu que le vocabulaire soit plus fort - et puis l'engagement la semaine dernière de nouveaux pays qui ont décidé d'abandonner le charbon, comme le Vietnam et l'Ukraine, et celui de vingt pays d'arrêter de financer les énergies fossiles ».

Pour Boris Johnson à la tête du pays hôte de la COP26, « l'accord signé est un grand pas en avant, même s'il y a encore énormément à faire dans les années qui viennent ».

Quoiqu'il en soit, cette COP n'aura définitivement pas été celle des pays pauvres et des petits pays menacés au premier plan par le changement climatique. Jusqu'au bout, leur revendication n'auront pas été entendues.

Source : RFI

## Côte d'Ivoire : Premier congrès pour le FPI depuis la rupture avec Laurent Gbagbo

Le Front populaire ivoirien (FPI) clôturait ce samedi son 6e Congrès extraordinaire au Palais des Sports d'Abidjan. C'est le premier du parti depuis sa rupture avec son fondateur Laurent Gbagbo, qui a lancé le mois dernier un autre parti politique, le PPA-CI.



**E**n ajoutant la capacité du Palais des sports de Treichville et les personnes qui attendent à l'extérieur, on compte plus de 3 500 militants rassemblés pour ce 6e congrès extraordinaire du FPI.

Pour le président Pascal Affi N'Guessan, cet événement acte la fin de la crise interne au sein du parti, qui l'opposait depuis une décennie au fondateur du FPI Laurent Gbagbo. L'ex-chef d'État a préféré fonder le PPA-CI plutôt que d'avoir à négocier la tête du parti avec son ancien Premier ministre, qui se félicite que « la rupture soit consommée ». « Cette rupture est une libération, un soulagement, une salutaire clarification Le FPI est vivant ! », lance

le président du FPI.

### Quasiment toute la scène politique conviée

Une bonne partie des formations politiques de la scène ivoirienne a répondu présent à l'invitation du FPI. Le directeur du parti au pouvoir RHDP Adama Bictogo, et l'ex-maire PDCI de Grand Bassam Georges Ezaley sont présents. Alors même que son chef Henri Konan Bédié a montré des signes de rapprochement avec Laurent Gbagbo, dont le nouveau parti n'a pas été invité au Congrès.

« Le fondateur du PPA [Laurent Gbagbo ndr]

quand il dit que l'acte qu'il pose vise à réduire le Front populaire ivoirien à une enveloppe vide, ça veut dire que cet acte vise à faire disparaître le Front populaire ivoirien de la scène politique. Comment voulez-vous que quelqu'un qui souhaite votre disparition soit à votre résurrection ? » se demande Pascal Affi N'Guessan.

Le président du FPI précise que son parti reste ouvert, et n'exclut pas une éventuelle alliance avec le pouvoir d'ici à la présidentielle de 2025.

Source : RFI



## Coupe du Monde 2022 : La Côte d'Ivoire aura un avantage pour sa « finale » face au Cameroun

**Sous pression après la gifle infligée par le Cameroun au Malawi (4-0), la Côte d'Ivoire n'a pas tremblé face au Mozambique, samedi 13 novembre, pour son avant-dernier match des éliminatoires du Mondial 2022 (2e tour). Max-Alain Gradel, Maxwell Cornet et Jean Michael Seri ont inscrit les buts de la victoire des Éléphants (3-0). Les Ivoiriens comptent un point d'avance avant leur dernier match contre les Lions indomptables, le 16 novembre.**

L'explication finale aura bien lieu entre la Côte d'Ivoire et le Cameroun. Les résultats des deux matches disputés samedi dans le groupe D n'ont pas permis aux Ivoiriens d'obtenir leur billet pour le 3e tour. La place de barragiste sera décernée à l'issue d'un dernier face-à-face entre les deux nations, le 16 novembre. Un match à quitte ou double que les Éléphants aborderont avec un avantage important.

### Gradel, Cornet et Seri préservent le point d'avance des Ivoiriens

La nette victoire du Cameroun contre le Malawi (4-0) dans l'après-midi avait eu plusieurs conséquences : les Lions indomptables passaient provisoirement en tête du classement, le verdict du groupe D ne serait pas connu samedi et les Ivoiriens avaient l'obligation de gagner dans la soirée contre le Mozambique pour rester maîtres de leur destin. À Cotonou, au

Bénin, Patrice Beaumelle et son équipe n'ont pas flanché.

Dès les premières minutes de jeu, la rencontre a basculé du côté des favoris. D'abord au début de l'attaque, Max-Alain Gradel s'en est retrouvé à la conclusion. Le centre de Maxwell Cornet est arrivé jusque dans les pieds de l'ancien Stéphanois, létal à quelques centimètres de la cage (10e). En seconde période, les deux joueurs ont échangé leur rôle : Gradel, venu de la droite, a centré au second poteau vers Cornet, buteur d'une reprise de volée taclée (61e). Et dans les derniers instants, l'entrant Yohan Boli a servi Jean Michael Seri pour le 3-0 (90e).

Le décor est ainsi planté pour le match couperet prévu le 16 novembre. La Côte d'Ivoire se présentera à Douala en qualité de leader du groupe D avec 13 points au compteur. Le Cameroun, deuxième avec 12 points, n'aura pas le choix : il devra battre son adversaire pour le déloger de la première place. Les Éléphants pourront se contenter d'un match nul pour passer.

Source : RFI



## **♈ Bélier (21 mars - 19 avril)**

Avec le sentiment de ne pas être reconnu à votre juste valeur viendront les envies d'occuper une place plus avantageuse. Le trigone Mars/Pluton vous incitera à définir votre nouvelle politique professionnelle, mais vous serez seul à trouver les réponses.

Avec la Lune transitant dans votre secteur II, la majorité de vos dépenses iront vers des achats qui contribueront à votre bien-être et à votre confort quotidien. Mais comme vous aurez aussi le sens de l'économie, vous vous ferez plaisir à petits frais.



## **♉ Taureau (20 avril - 19 mai)**

Saturne sera de bon conseil en vous incitant à ne pas agir dans la précipitation. Mariez stratégie et tactique en vous rendant indispensable, sans donner l'impression à vos collègues de faire du zèle. Ainsi, vous parviendrez à museler les jaloux.

L'entente astrale Mercure/Vénus dans votre secteur argent fera le jeu de vos affaires. Une situation nouvelle se mettra en place, qui générera de bonnes opérations financières, vous sécurisera et vous permettra de penser à votre avenir plus sereinement.



## **♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous êtes sur le point de finir une tâche. Elle peut demander des concessions. Un manque de collaboration pénalise votre travail. L'activité peut se dérouler dans des conditions difficiles. Prenez votre mal en patience, une amélioration arrive bientôt.

Une légère restriction est possible pour maintenir l'équilibre. Elle peut vous demander d'être très patient. Si vous souhaitez acquérir du mobilier ou un achat cher, attendez. Faire des soldes, ou dénicher la bonne affaire est la meilleure solution.



## **♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Intérimaire, vous essayerez de vous faire embaucher en CDD. En effet, l'entreprise dans laquelle vous travaillez est connue pour être généreuse en termes de prime de participation et d'intéressement. Pour en bénéficier, il faut être en CDD ou en CDI !

Ami Cancer, vous retrouverez une situation financière un peu moins chahutée. En effet, grâce à la présence décisive de la planète Mars, plus rien ne viendra, à priori, perturber l'équilibre de votre trésorerie, et à fortiori de votre budget !



## **♌ Lion (22 juillet - 23 août)**

Vous commencerez à obtenir satisfaction. À vous de ne pas baisser les bras et de vous acharner. Votre comportement redeviendra bienveillant et vous aurez l'occasion de retrouver une ambiance plus agréable au sein de votre activité professionnelle.

Mars dans votre maison II pourrait déclencher des imprévus coûteux que vous ne parviendrez pas toujours à gérer de la meilleure façon. Vous prendrez le risque de voir vos dépenses s'envoler sans avoir les moyens de combler votre découvert bancaire.



## **♍ Vierge (23 août - 23 septembre)**

Mieux armé et plus confiant dans vos possibilités d'agir, vous sortirez de votre réserve avec des initiatives qui séduiront. Vous discuterez avec votre boss de modifications à envisager, idéal pour vous rendre indispensable sans l'avoir cherché.

Vénus de passage dans votre secteur financier générera des revenus supplémentaires. Vous aurez l'ambition de gagner plus d'argent, car vous aspirerez à un certain confort, à une meilleure qualité de vie. Mercure facilitera vos démarches matérielles.



## **♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Un nouveau poste est en pourparlers. Il peut être appuyé par un collaborateur. Vous pouvez approuver ce soutien qui vous donne du réconfort. Des perspectives d'avenir se présentent. Accordez-vous confiance, car la vie vous fait évoluer favorablement.

Une meilleure gestion de votre trésorerie aide à faire des achats dédiés aux loisirs. Les revenus stables apportent une sérénité. En faisant attention, peu d'instabilité est à craindre pour la journée. Seule une invitation pourrait occasionner des frais.



## **♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Après avoir fourni des efforts considérables, vous serez conforté dans l'idée que vous resterez encore pour longtemps dans l'entreprise où vous travaillez actuellement. Vous vous cramponnez solidement à votre contrat et à votre poste de travail.

Les bénéfiques engrangés par votre activité professionnelle dépasseront largement vos prévisions les plus optimistes. Ami Scorpion, vous profiterez d'une relance professionnelle qui aura rapidement d'heureuses répercussions sur votre pouvoir d'achat.



## **♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Avec Uranus, il sera question de stabilité et de changement. Oui, en même temps ! Il y aura des réajustements à opérer, mais qui seront de bon augure, car ils vous permettront de solidifier votre position, mais vous devrez sortir de vos habitudes.

Des travaux vous coûteront plus cher que prévu, ce qui n'aura rien d'étonnant avec Saturne dans votre secteur II. Des factures liées à l'entretien de votre maison augmenteront. Gérer tout cela ne sera pas une mince affaire, aussi évitez les négligences.



## **♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

En raison des mille questions qui vous traverseront l'esprit, il vous sera difficile de vous concentrer, ce qui sera pourtant indispensable. Vous devrez redoubler d'efforts, mais vous aurez la tête ailleurs. Attention, car vos résultats s'en ressentiront.

Vos indicateurs financiers, sans être dans le rouge, clignoteront à l'orange. Vous aurez beaucoup de factures à payer, d'où une difficulté passagère pour maîtriser votre budget. Anticipez un rappel à l'ordre en prévenant aimablement votre banquier.



## **♒ Verseau (20 janvier - 19 février)**

Vous trouvez des astuces pour travailler dans de meilleures conditions. La coopération avec un collègue apporte du réconfort. Vénus en Balance vous aide à avoir une journée satisfaisante. Vos tâches sont finalisées et appréciées par votre hiérarchie.

Vous devez être encore prudent dans votre gestion. Les charges obligatoires entravent les loisirs. Vous privilégiez les règlements. Une légère frustration se fait sentir. La patience est recommandée pour ne pas engendrer de découvert avant la fin du mois.



## **♓ Poisson (19 février - 21 mars)**

Vous pourrez être très efficace dans bien des domaines, mais pas si vous faites tout à la fois ! C'est pourquoi, abordez un projet, un souci ou un dossier à la fois. Votre seul petit défaut ? Ne pas savoir vous arrêter à temps... Pas bien méchant !

Le punch revivifié de Saturne associé à la sagesse de Pluton vous attirera toutes les bonnes grâces financières. Ces deux planètes vont bonifier vos investissements. Du coup, il s'en suivra un enchaînement de projets excessivement lucratifs.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23